



# ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

entreprises

Question écrite n° 104484

## Texte de la question

M. Alain Bocquet attire l'attention de M. le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement sur la situation préoccupante du département de la Nièvre en proie, depuis plusieurs mois, à une cascade de fermetures d'usines, de restructurations et de délocalisations, qui détruisent son tissu industriel, condamnent la jeunesse au chômage ou à l'exode et risquent de plonger dans le dénuement une part croissante de la population, alors même que 13,5 % des Nivernais vivent déjà au-dessous du seuil de pauvreté. Après la suppression en 2005 de 300 emplois sur le site sidérurgique d'Imphy par des grandes sociétés aux profits florissants comme Arcelor ou Aubert et Duval, de 75 postes chez Faurecia et de 67 chez Look Fixations, ce sont, selon un recensement établi sur les six premiers mois de l'année, 600 emplois supplémentaires qui sont menacés, dont 229 chez Dim, à Château-Chinon, et Facom, à Nevers. Ces deux dernières unités de production, détenues respectivement par des fonds spéculatifs et une multinationale américaine, risquent d'être sacrifiées au seul motif d'améliorer les rendements financiers promis aux actionnaires, sans aucune considération pour les capacités technologiques, les savoir-faire des personnels et les potentialités d'innovation ou de diversification. Face à ces gâchis injustifiables, il convient de s'interroger sur l'efficacité des politiques d'accompagnement de ces plans de licenciement à répétition et de remettre en question les aides publiques accordées, sans aucune véritable contrepartie, à des entreprises qui ne respectent ni leurs travailleurs, ni leurs sous-traitants, ni les territoires où elles prospèrent. Le 20 mai 2006, le conseil général de la Nièvre, réuni en assemblée extraordinaire, a adopté une motion dénonçant ces nouvelles réductions d'emplois et réclamant la suspension des projets de restructuration en cours, en particulier chez Dim et Facom, afin de permettre l'organisation d'une réelle concertation entre les directions des groupes, les syndicats, les élus et l'État avec comme objectif la continuité industrielle des sites menacés. Près de 2 000 habitants des communes de Varennes-Vauzelles et de Garchizy ont exprimé leur soutien à cette démarche à l'occasion de consultations organisées par les deux municipalités. Le 1er juin, un millier de personnes a défilé dans les rues de Nevers à l'appel de l'ensemble des confédérations syndicales pour défendre l'emploi. Aussi il lui demande comment il compte répondre aux légitimes revendications des représentants des salariés et des populations de la Nièvre et quelles mesures il entend prendre pour que se tienne, au plus tôt, une table ronde associant toutes les parties sous l'égide de la préfecture, au cours de laquelle puissent être examinées des alternatives à l'arrêt des activités chez Dim et Facom.

## Données clés

**Auteur :** [M. Alain Bocquet](#)

**Circonscription :** Nord (20<sup>e</sup> circonscription) - Député-e-s Communistes et Républicains

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 104484

**Rubrique :** Industrie

**Ministère interrogé :** emploi, cohésion sociale et logement

**Ministère attributaire :** travail, relations sociales et solidarité

Date(s) clé(s)

**Question publiée le** : 19 septembre 2006, page 9731